

Les idées fixes de l'Ifrap

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

30 novembre 2012

L'Ifrap a encore frappé. L'Ifrap c'est ce Think Tank parisien, si vous préférez ce cercle de réflexion qui ne perd aucune occasion de phosphorer, sur l'art et la manière de démontrer en substance, que les Dom sont de véritables gouffres financiers sans fond, à la charge de la France, et qui militent pour qu'elle s'implique de moins en moins, voire pas du tout dans ces régions. Tout en gardant bien sûr la souveraineté française sur ces territoires. En effet, pourquoi payer quand on peut y être gratuitement ? Le dernier exploit de ces grands esprits qui se chargent de penser pour nous, c'est cette attaque en règle de la loi dite bouclier prix, initiée par le ministre de l'Outre-Mer, et votée par le Parlement. À cette loi qui n'a probablement pas que des qualités, l'Ifrap propose de substituer les fameuses zones franches globales promises par Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007, et qui ont fait pschitt... Ce faisant, l'Ifrap commet une contre-vérité en affirmant que Nicolas Sarkozy a tenu sa promesse dans la Lodeom. D'abord cette fameuse Lodeom est restée longtemps comme suspendue dans l'air. Les quelques décrets d'application qui ont été pris, l'ont été fort tardivement. Mais au-delà de cette réalité, l'Ifrap omet de dire que les fameuses zones franches globales étaient devenues, après l'élection de Nicolas Sarkozy, des zones franches d'activité. Ce qui n'est plus du tout pareil. Le peu qu'on en sait n'est pas très glorieux. Le résultat le plus spectaculaire ayant été le déplacement de certains cabinets médicaux dans des zones défavorisées. C'est sans doute très bien pour les populations de ces quartiers, mais sans grand intérêt pour l'économie. Mais cette histoire de zones franches n'est pas la véritable préoccupation de l'Ifrap. Le souci premier de ces brillants économistes, c'est de vendre l'idée que les Dom doivent sortir de l'Europe, de l'acquis communautaire comme ils disent, arrêter de bénéficier des 3,2 milliards d'euros au titre de régions ultrapériphériques. C'est la manne européenne, écrivent-ils à peine condescendants. Ils poursuivent encore : il faut faire accéder ces territoires au statut de pays et territoires d'Outre-mer (PTOM). Ainsi au

lieu de trois milliards, ils n'auraient plus que 286 millions d'euros. C'est toujours cela de (re)pris. Et pour revenir à la loi dite bouclier prix, l'Ifrap exprime en creux que l'étroitesse du marché des Dom est indépassable et qu'il ne faut pas s'engager sur la voie de la chasse aux pratiques anticoncurrentielles. À l'inverse, il faut développer la pratique des zones franches globales et l'élargir à l'ensemble territorial des Dom pour 15 à 20 ans. C'est exactement ce qu'avait promis Nicolas Sarkozy. On sait ce qu'il en advint. Merci, on en a déjà soupé.